

Le Président de la République Française,

Vu les lois, ordonnances et décrets organiques des colonies;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes modificatifs subséquents, notamment le décret du 15 août 1924;

Vu les décrets du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu les décrets du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo et au Cameroun;

Vu l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 3 août 1926;

Vu l'article 36 du décret du 5 novembre 1926;

Vu le décret du 12 décembre 1926;

Sur le rapport du Ministre des Colonies et du Président du Conseil, Ministre des Finances,

#### DECRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 348 et 402 du décret du 30 décembre 1912 sont modifiés comme suit :

Art. 348. — Lorsque le montant des recettes ordinaires constatées dans les trois dernières années dépasse 250.000 frs. les comptes des communes sont soumis au jugement de la cour des comptes.

Dans le cas contraire, le jugement des comptes des communes appartient au conseil privé.

Art. 402. — La cour des comptes juge les comptes des recettes et des dépenses :

1° Des comptables chargés de recouvrer aux colonies les recettes perçues au profit du budget de l'Etat et des budgets du service local;

2° Des comptables des budgets régionaux, provinciaux ou municipaux ainsi que des hospices et établissements de bienfaisance et autres établissements publics des colonies, lorsque le montant des recettes ordinaires constatées dans les trois dernières années, dépasse 250.000 frs. par an.

Le conseil privé juge les comptes des autres comptables.

Lorsque le montant des droits constatés sur les revenus ordinaires, déduction faite des réductions, a dépassé 250.000 frs. pendant trois exercices consécutifs, le gouverneur prend un arrêté pour déférer les comptes à la cour des comptes. (Le reste sans changement).

ART. 2. — Ces dispositions seront appliquées aux comptes des exercices 1926 et suivants; les comptes des exercices précédents restant soumis aux prescriptions antérieures.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, les comptes qui, par application des prescriptions antérieures, sont actuellement déferés ou susceptibles d'être déferés à la cour des comptes resteront soumis au jugement des conseils privés tant que les revenus ordinaires des collectivités intéressées n'auront pas atteint 250.000 frs. pendant trois années consécutives.

ART. 3. — Le présent décret est applicable aux Territoires du Togo et du Cameroun placés sous le mandat français.

ART. 4. — Le Ministre des Colonies et le Président du Conseil, Ministre des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 juin 1927.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,*

*Le Ministre des Finances,*

RAYMOND POINCARÉ.

*Le Ministre des Colonies,*

LÉON PERRIER.

ARRÊTÉ N° 449 promulguant le décret du 28 juin 1927 fixant les attributions et fonctionnement de l'Office National des Combattants.

Le Gouverneur des Colonies,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Commissaire de la République,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 28 juin 1927 fixant les attributions et le fonctionnement de l'Office National des Combattants;

#### ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 28 juin 1927 inséré au Journal Officiel de la République Française des 4 et 5 juillet 1927, page 6.934, fixant les attributions et le fonctionnement de l'Office National des Combattants.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 août 1927.

BONNECARRÈRE.

ARRÊTÉ N° 455 promulguant au Togo le décret du 29 juin 1927 instituant au Ministère des Colonies une commission de révision des traitements et de classification des emplois des fonctionnaires coloniaux.

Le Gouverneur des Colonies,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Commissaire de la République,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 29 juin 1927 instituant au Ministère des Colonies une Commission de révision des traitements et de classification des emplois des fonctionnaires coloniaux;

#### ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 29 juin 1927 instituant au Ministère des Colonies une commission de révision des traitements et de classification des emplois des fonctionnaires coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 août 1927.

BONNECARRÈRE.

Commission de révision des traitements et de classification des emplois des fonctionnaires coloniaux.

### RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 29 juin 1927.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Depuis le 1<sup>er</sup> juin 1925, diverses commissions et notamment celles qui ont été constituées par le décret du 14 avril 1926, ont mis le Gouvernement en mesure de procéder au rajustement des traitements des diverses catégories de fonctionnaires et d'établir entre elles l'harmonie nécessaire.

Le travail ainsi effectué n'a eu pour but que de régler la situation des personnels rémunérés sur les fonds du budget de l'Etat ou des établissements subordonnés; il n'a pas intéressé celle des fonctionnaires dont la rémunération est à la charge des pays d'outre-mer relevant de mon Département.

Considérant qu'il importe de procéder également et au plus tôt à un examen attentif de la position de ces agents, demeurés depuis la date précitée de 1925, sous le régime des suppléments et des indemnités provisoires, il m'a paru opportun, après entente avec M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, de confier à une commission instituée auprès de mon administration, le soin de formuler des propositions tendant à rajuster, s'il y a lieu, les traitements des intéressés et à fournir au Gouvernement les éléments utiles lui permettant de réaliser une classification rationnelle de ces emplois correspondant à la classification des fonctionnaires rétribués sur les fonds du budget de l'Etat.

Tel est l'objet du projet de décret que j'ai l'honneur de vous soumettre ci-joint, et que je vous prie de vouloir bien revêtir de votre signature, si vous en approuvez les dispositions.

Veillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le Ministre des Colonies,*

LÉON PERRIER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 14 avril 1926 instituant deux commissions pour le rajustement des traitements des fonctionnaires de l'Etat;

Vu l'avis conforme du Président du conseil, Ministre des Finances;

Sur le rapport du Ministre des Colonies,

### DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué au Ministère des Colonies une commission chargée d'examiner la péréquation des emplois des fonctionnaires et agents rémunérés sur les fonds

des budgets des Colonies, Pays de protectorat, Territoires sous mandat, relevant du Ministère des Colonies. Cette commission fournira au ministre les éléments nécessaires pour permettre au Gouvernement de procéder à une classification rationnelle de ces emplois, correspondant à la classification des fonctionnaires rétribués sur les fonds du budget de l'Etat.

ART. 2. — La composition de cette commission sera fixée par arrêté ministériel.

ART. 3. — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Paris, le 29 juin 1927.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Colonies,*

LÉON PERRIER.

ARRÊTÉ N° 450 promulguant le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1927 abrogeant le paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 10 mai 1919 promulguant la loi du 19 mars 1919 en tant qu'il modifie le paragraphe 5 de l'article 621 du code d'instruction criminelle concernant la réhabilitation des condamnés.

Le Gouverneur des Colonies,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Commissaire de la République,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1927 abrogeant le paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 10 mai 1919 promulguant la loi du 19 mars 1919 en tant qu'il modifie le paragraphe 5 de l'article 621 du code d'instruction criminelle concernant la réhabilitation des condamnés;

### ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1927 abrogeant le paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 10 mai 1919 promulguant la loi du 19 mars 1919 en tant qu'il modifie le paragraphe 5 de l'article 621 du code d'instruction criminelle concernant la réhabilitation des condamnés.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 août 1927.

BONNECARRÈRE.

Réhabilitation des condamnés.

### RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 1927.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La loi du 22 décembre 1917 a modifié dans son article 1<sup>er</sup> le paragraphe 5 de l'article 621 du code d'instruction crimi-